

GOVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[Numéro d'enregistrement]

Avant-projet d'un arrêté du Gouvernement instaurant un système de subventionnement pour les projets pilotes des communes dans le cadre de la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu le décret de la Région wallonne du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2021;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 15 juillet 2021;

Vu l'avis du conseil consultatif du Logement et de l'Énergie, donné le 13 septembre 2021;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le [...];

Vu l'avis n° [...] du Conseil d'État, donné le, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que tant les neuf communes de la région de langue allemande que la Communauté germanophone elle-même adhèrent à la Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie et que, par conséquent, elles ont élaboré un plan intégré pour l'énergie et le climat; que ce plan a pour objectif de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ainsi que de mettre en place des stratégies pour la protection du climat et l'adaptation au changement climatique; que la Communauté germanophone souhaite, sous certaines conditions, soutenir les communes dans la mise en place de ce plan pour l'énergie et le climat et la concrétisation des objectifs;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière d'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er} – Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° plan intégré pour l'énergie et le climat : l'ensemble des projets pilotes élaborés par les communes et visant à influencer soit sur la consommation et la production d'énergie, soit sur les moyens

de locomotion, soit sur les questions d'adaptation au changement climatique. Ces projets visent également, de manière plus générale, à réduire les émissions de CO₂;

2° projet pilote supracommunal : tout projet pilote mené conjointement par deux ou plusieurs communes;

3° dépense d'investissement : toute installation et tout équipement acquis par la commune dans le but d'économiser l'énergie;

4° outil d'aide à la planification des mesures visant à protéger le climat (*Tool Klimaschutzplaner*) : l'outil en ligne permettant aux communes d'indiquer l'état d'avancement de leurs actions dans le cadre du plan intégré pour l'énergie et le climat;

5° règlement sur la protection des données : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

6° administration : le département du Ministère de la Communauté germanophone compétent en matière de Développement régional.

Chapitre 2 – Subsidés pour les projets pilotes des communes visant à mettre en œuvre le plan intégré pour l'énergie et le climat

Section 1^{re} – Champ d'application

Art. 2 – Peuvent être subventionnées les communes qui disposent d'un plan intégré pour l'énergie et le climat et souhaitent le mettre en œuvre.

Dans la mesure du possible, les communes privilégient la concrétisation de projets pilotes supracommunaux.

Art. 3 – § 1^{er} – Moyennant le respect des conditions prévues dans le présent arrêté et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut :

1° octroyer à une commune des subsidés en vue du déploiement de projets pilotes visant la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat;

2° si le projet pilote est déployé au niveau supracommunal, octroyer aux communes y prenant part des subsidés en vue du déploiement de projets pilotes visant la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat.

§ 2 – Les subsidés octroyés en vertu du présent arrêté ne peuvent l'être qu'une seule fois pour les mêmes projets pilotes et ne peuvent être cumulés avec une autre aide accordée par la Communauté germanophone.

Les subsidés octroyés en vertu du présent arrêté peuvent être cumulés avec d'autres subventions ou aides d'autres administrations, le cas échéant par le recours à un cofinancement. Ces subsidés sont déduits de l'ensemble des coûts avant de calculer les subsidés octroyés en application du présent arrêté.

Section 2 – Projets pilotes éligibles

Sous-section 1^{re} – Frais de personnel et de fonctionnement

Art. 4 – § 1^{er} – Aux fins de conception et de déploiement de projets pilotes spécifiques à une commune ou supracommunaux dans le cadre des champs d'action du plan intégré pour l'énergie et le

climat, les frais de personnel et de fonctionnement des communes peuvent être subventionnés pour la mise en place des mesures suivantes :

- 1° études;
- 2° élaboration de concepts;
- 3° développement d'outils et/ou d'instruments de monitoring;
- 4° actions de sensibilisation;
- 5° mesures de formation;
- 6° coordination, élaboration et développement de plans d'action spécifiques à la commune.

§ 2 – Les frais de personnel et de fonctionnement comprennent :

- 1° les frais de traitement;
- 2° les dépenses de bureau et les dépenses administratives ainsi que les frais de fonctionnement, dont les équipements de bureau, les frais de déplacement et les loyers, évalués de manière forfaitaire à 15 % des frais de traitement;
- 3° les frais de sensibilisation et de communication;
- 4° les frais pour les prestataires et conseillers externes.

Art. 5 – La conception et la mise en œuvre des projets pilotes spécifiques à une commune ou supracommunales, mentionnés à l'article 4, § 1^{er}, s'étalent au maximum sur deux ans.

Art. 6 – Le montant du subside annuel s'élève, selon la demande, à maximum 30 000 euros par commune.

Seuls les frais approuvés dus à partir du 1^{er} janvier 2022 sont admissibles.

Sous-section 2 – Dépenses d'investissement en vue de la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat

Art. 7 – § 1^{er} – Un subside peut être octroyé notamment pour les dépenses d'investissement spécifiques à la commune ou supracommunales suivantes, consenties dans le domaine des énergies renouvelables et de la mobilité durable :

- 1° chaleur renouvelable :
 - a) plateforme de séchage, de stockage et de distribution de combustible biomasse;
 - b) pompe à chaleur géothermique sur eaux usées;
 - c) frais d'installation et d'équipement dans le cadre de la production de plaquettes forestières;
- 2° mobilité durable :
 - a) bornes de chargement pour les véhicules électriques;
 - b) bornes de chargement pour les vélos électriques;
 - c) éclairage intelligent pour la mobilité douce;
 - d) installations d'aires de stationnement pour vélos;
 - e) infrastructure pour les vélos électriques partagés.

§ 2 – Dans le cadre des projets pilotes spécifiques à une commune, celle-ci engage les dépenses d'investissement uniquement :

- 1° sur les biens immobiliers ou les terrains de la commune mentionnés à l'article 12 du décret sur l'infrastructure du 18 mars 2002, y compris la propriété privée de la commune accessible au public;
- 2° sur la propriété de son centre public d'action sociale, à condition que ce dernier ait marqué son accord à cet égard.

Dans le cadre des projets pilotes supracommunales, les communes parties prenantes engagent les dépenses d'investissement uniquement :

1° sur les biens immobiliers ou les terrains des communes parties prenantes mentionnés à l'article 12 du décret sur l'infrastructure du 18 mars 2002, y compris la propriété privée desdites communes accessible au public;

2° sur la propriété des centres public d'action sociale des communes parties prenantes, à condition que ces derniers aient marqué leur accord à cet égard.

§ 3 – Pour pouvoir bénéficier d'un subside pour dépenses d'investissement destinées à la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat, les communes satisfont aux conditions mentionnées aux articles 4, § 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, 6 et 13 du décret du 18 mars 2002 sur l'infrastructure.

Pour pouvoir bénéficier d'un subside pour dépenses d'investissement dans le domaine de la mobilité douce, les dépenses d'investissements effectuées par les communes doivent être accessibles au public.

Art. 8 – La conception et la mise en œuvre des dépenses d'investissement mentionnées à l'article 7, § 1^{er}, sont menées dans un délai de deux ans.

Art. 9 – Les dépenses d'investissement sont subsidiées à concurrence de 80 % des dépenses admissibles.

Les subsides annuels par commune s'élèvent à :

1° 2 500 euros minimum et 125 000 euros maximum pour les communes comptant au moins 9 000 habitants;

2° 2 500 euros minimum et 75 000 euros maximum pour les communes comptant moins de 9 000 habitants.

Seuls les frais approuvés dus à partir du 1^{er} janvier 2022 sont admissibles.

Art. 10 – Les dépenses d'investissement subsidiées dans le cadre des projets pilotes, mentionnées à l'article 9, sont déduites, le cas échéant, à concurrence des recettes générées par la mise en œuvre desdits projets pilotes.

Section 3 – Procédure de demande

Art. 11 – § 1^{er} – Les communes introduisent leurs demandes de subsides auprès de l'administration au moyen du formulaire *ad hoc*, et ce, avant le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juin de chaque année, selon le cas.

La demande de subsides reprend les informations suivantes :

1° la nature et l'étendue du projet pilote;

2° la dénomination de la commune;

3° les données de contact de la personne responsable du projet pilote au niveau de la commune;

4° le numéro de compte de la commune;

5° la description du projet pilote à subsidier qui établit, entre autres, un lien clair avec la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat;

6° la description du train de mesures concerné découlant du plan intégré pour l'énergie et le climat ainsi que la contribution apportée à sa mise en œuvre;

7° le plan des coûts et du financement du projet pilote et le montant du subside demandé;

8° la période de mise en œuvre;

9° l'aperçu des partenaires du projet pilote et, si celui-ci est spécifique à la commune, la raison pour laquelle il n'est pas mené à un niveau supracommunal;

10° la description du personnel qui sera chargé de mettre le projet pilote en œuvre si le subventionnement des frais de personnel et de fonctionnement est demandé;

- 11° les données relatives aux critères d'évaluation énumérés à l'article 12, § 1^{er};
- 12° la confirmation attestant que le projet pilote n'est pas subsidié par le biais d'autres programmes de soutien au niveau de la Communauté germanophone;
- 13° la confirmation qui atteste que la commune a inscrit ce projet pilote en tant qu'action dans l'outil d'aide à la planification des mesures visant à protéger le climat.

Pour être considérée comme complète, la demande doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° le formulaire de demande signé;
- 2° un plan des coûts et du financement, accompagné d'un aperçu des dépenses et des recettes réparties sur toute la durée du projet;
- 3° la confirmation signée attestant que la condition mentionnées au § 1^{er}, section 2, 12°, est remplie.

Dans des cas particulièrement motivés, le Gouvernement peut prolonger le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}.

§ 2 – L'administration examine les demandes de subsides admissibles introduites par les communes et vérifie si elles sont complètes, si les projets peuvent être soutenus et s'il est opportun de le faire, et les transmet au Gouvernement pour approbation.

Le Gouvernement examine les demandes d'approbation et statue sur les subventionnements deux fois par an, en janvier et en juin.

Dans les nonante jours qui suivent sa décision relative au subventionnement, le Gouvernement la transmet aux communes.

§ 3 – La décision du Gouvernement fixe la date de début du projet pilote approuvé. Ledit projet pilote ne peut commencer qu'à partir de cette date.

Art. 12 – § 1^{er} – L'évaluation portant sur l'opportunité d'être subventionné mentionnée à l'article 11, § 2, s'appuie sur un système de points basé sur les critères suivants :

- 1° projet pilote supracommunal;
- 2° description adéquate du projet et faisabilité;
- 3° contribution directe ou indirecte à la réduction des émissions de CO₂;
- 4° caractère pérenne du projet pilote;
- 5° caractère novateur du projet pilote;
- 6° autres effets positifs relatifs au caractère durable et aux facteurs socio-économiques;
- 7° participation civique.

§ 2 – Si plusieurs projets qui excèdent les moyens budgétaires disponibles sont en concurrence, les projets présentant le nombre de points le plus élevé sont privilégiés.

Section 4 – Liquidation

Sous-section 1^{re} – Frais de personnel et de fonctionnement

Art. 13 – § 1^{er} – Au plus tard avant le 31 mars de l'année suivant leur engagement, les communes introduisent auprès de l'administration le décompte des frais de personnel et de fonctionnement. Pour être considéré comme complet, le décompte doit être accompagné des documents suivants :

1° la liste des couts admissibles, y compris les pièces comptables et les preuves de paiement, une attestation de l'administration fiscale permettant de donner des informations sur le fait que l'impôt a été déduit pour les pièces produites;

2° les contrats de travail et les fiches de paie des personnes concernées.

Au moment du décompte des frais de personnel et des frais administratifs, le rapport concernant le projet pilote est mis à jour dans l'outil d'aide à la planification des mesures visant à protéger le climat.

Dans des cas particulièrement motivés, le Gouvernement peut prolonger le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}.

§ 2 – Les frais de traitement mentionnés à l'article 4, § 2, 1°, sont liquidés conformément à l'article 104, § 1^{er}, du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone.

Le montant liquidé en douzièmes mensuels est estimé en se basant sur le plan des couts et du financement mentionné à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, 7°, et, le cas échéant, corrigé en vertu du décompte annuel mentionné au § 1^{er}.

Sous-section 2 – Dépenses d'investissement

Art. 14 – § 1^{er} – Au plus tard avant le 31 mars de l'année suivant leur engagement, les communes introduisent auprès de l'administration le décompte des dépenses d'investissement. Pour être considéré comme complet, le décompte doit être accompagné d'une liste des couts admissibles, y compris les pièces comptables et les preuves de paiement, une attestation de l'administration fiscale permettant de donner des informations sur le fait que l'impôt a été déduit pour les pièces produites.

Au moment du décompte des dépenses d'investissement, le rapport concernant le projet pilote est mis à jour dans l'outil d'aide à la planification des mesures visant à protéger le climat. Parallèlement, il faudra introduire notamment une énumération justifiée de toutes les dérogations aux dépenses d'investissement figurant dans la demande de subsides.

Dans des cas particulièrement motivés, le Gouvernement peut prolonger le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}.

La commune transmet à l'administration la demande de liquidation accompagnée des documents mentionnés à l'alinéa 1^{er} au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année calendrier qui fait l'objet du subside.

Art. 15 – La liquidation des subsides octroyés pour des dépenses d'investissement destinées à la mise en œuvre du plan intégré pour l'énergie et le climat s'opère chaque année, à concurrence des couts effectivement engagés et sur la base des preuves de dépenses.

Chapitre 3 – Contrôle

Art. 16 – Le contrôle de l'utilisation des subsides octroyés en vertu du présent arrêté s'opère conformément aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

Chapitre 4 – Protection des données

Art. 17 – L’administration est responsable du traitement des données à caractère personnel mentionnées à l’article 13, § 1^{er}, 2°. Elle est réputée responsable du traitement de ces données au sens de l’article 4, 7), du règlement général sur la protection des données.

L’administration traite les données à caractère personnel nécessaires pour l’octroi des subsides, à savoir la vérification de la conformité de la demande aux conditions d’octroi, l’octroi des subsides ainsi que, le cas échéant, la récupération des subsides indument liquidés.

L’administration ne peut utiliser les données collectées à d’autres fins que celles de l’exercice de ses missions légales, décrétales ou fixées par le présent arrêté.

Art. 18 – Les données collectées par les responsables du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées.

La durée maximale de conservation n’excède pas le 31 décembre de l’année au cours de laquelle interviennent la prescription de toutes les prétentions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement conformément à l’article 17 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 19 – Le responsable du traitement prend les mesures nécessaires selon les règles de l’art pour que toutes les données à caractère personnel résultant des documents collectés soient conservées ou échangées de manière sécurisée, tant physiquement que numériquement, dans le cadre de l’application du présent arrêté.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 20 – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 21 – Le Ministre compétent en matière d’Énergie est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Eupen, le...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l’Aménagement du territoire et du Logement
A. ANTONIADIS

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[Nummer Erlassregister]

Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Einführung eines Bezuschussungssystems für Pilotprojekte der Gemeinden im Rahmen der Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplan

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 9. Juli 2021;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 15. Juli 2021;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Wohnungswesen und Energie vom 13. September 2021;

Aufgrund des Gutachtens der Datenschutzbehörde vom XXX;

Aufgrund des Gutachtens Nr. [Nummer] des Staatsrates, das am XXX in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

In der Erwägung, dass sowohl die neun Gemeinden des deutschen Sprachgebiets als auch die Deutschsprachige Gemeinschaft selbst dem Konvent der Bürgermeister für Klima und Energie beigetreten sind und demzufolge einen integrierten Energie- und Klimaplan erstellt haben; dass dieser Plan zum Ziel hat, die Treibhausgasemissionen bis 2030 um 40% zu reduzieren sowie Handlungsansätze für Klimaschutz und Klimaanpassung einzuführen; dass die Deutschsprachige Gemeinschaft, zur Umsetzung dieses Energie- und Klimaplan und zur Erreichung seiner Ziele, die Gemeinden unter gewissen zu erfüllenden Bedingungen fördern möchte;

Auf Vorschlag des für die Energie zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 – ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 – Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Integrierter Energie- und Klimaplan: Gesamtheit der durch die Gemeinden aufgestellten Pilotprojekte, die als Ziel haben, entweder auf den Verbrauch und die Produktion von Energie, auf die Fortbewegungsmittel, oder auf die Fragen der Anpassung an den Klimawandel, zu wirken. Sie haben ebenfalls die Reduzierung der CO₂-Emissionen als übergeordnetes Ziel;
2. Gemeindeübergreifendes Pilotprojekt: durch zwei oder mehrere Gemeinden gemeinsam durchgeführtes Pilotprojekt;
3. Investitionsausgabe: durch die Gemeinde erworbene Ausstattung und Ausrüstung zur Energieeinsparung;
4. Tool Klimaschutzplaner: Online-Tool, in welchem die Gemeinden den Umsetzungsstand ihrer Aktionen im Rahmen des integrierten Energie- und Klimaplanes eingeben können;
5. Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;
6. Verwaltung: der für die Standortentwicklung zuständige Fachbereich des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

KAPITEL 2 – ZUSCHÜSSE FÜR PILOTPROJEKTE DER GEMEINDEN FÜR DIE UMSETZUNG DES INTEGRIERTEN ENERGIE- UND KLIMAPLANES

Abschnitt 1 – Anwendungsbereich

Art. 2 – Zuschussberechtigt sind die Gemeinden, die über einen integrierten Energie- und Klimaplan verfügen und diesen umsetzen möchten.

Soweit möglich bevorzugen die Gemeinden die Durchführung von gemeindeübergreifenden Pilotprojekten.

Art. 3 – §1 - Unter den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen und im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung:

1. einer Gemeinde Zuschüsse im Hinblick auf die Umsetzung von Pilotprojekten für die Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplanes gewähren;
2. falls die Umsetzung des Pilotprojekts gemeindeübergreifend ist, den an dem Pilotprojekt beteiligten Gemeinden Zuschüsse im Hinblick auf die Umsetzung von Pilotprojekten für die Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplanes gewähren.

§2 - Für dieselben Pilotprojekte können die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse nur ein einziges Mal gewährt und nicht mit einer anderen von der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewährten Beihilfe kumuliert werden.

Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse können, gegebenenfalls unter Rückgriff auf eine Kofinanzierung, mit anderen Zuschüssen oder Beihilfen anderer Behörden kumuliert werden. Diese Zuschüsse werden von den Gesamtkosten abgezogen, ehe die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse berechnet werden.

Abschnitt 2 – Förderfähige Pilotprojekte

Unterabschnitt 1 – Personal- und Funktionskosten

Art. 4 – §1 – Zur Konzeption und Umsetzung von gemeindespezifischen oder gemeindeübergreifenden Pilotprojekten in den Handlungsfeldern des integrierten Energie- und Klimaplanes können Personal- und Funktionskosten der Gemeinden zur Durchführung folgender Maßnahmen bezuschusst werden:

1. Studien;
2. Erstellung von Konzepten;
3. Entwicklung von Tools und/oder Monitoringinstrumenten;
4. Sensibilisierungsaktionen;
5. Weiterbildungsmaßnahmen;
6. Koordination, Ausarbeitung und Weiterentwicklung von gemeindespezifischen Aktionsplänen.

§2 – Die Personal- und Funktionskosten umfassen:

1. die Gehaltskosten;
2. die Büro- und Verwaltungsausgaben und die Funktionskosten, darunter Büroausstattung, Fahrtkosten und Mieten, pauschalisiert auf 15% der Gehaltskosten;
3. die Sensibilisierungs- und Kommunikationskosten;
4. die Kosten für externe Dienstleister und Berater.

Art. 5 – Die Konzeption und Umsetzung der in Artikel 4 §1 erwähnten gemeindespezifischen oder gemeindeübergreifenden Pilotprojekte haben eine maximale Laufzeit von zwei Jahren.

Art. 6 – Der Betrag des jährlichen Zuschusses beträgt je Antrag höchstens 30.000 EUR pro Gemeinde.

Allein die genehmigten Kosten, die ab dem 1. Januar 2022 anfallen, sind annehmbar.

Unterabschnitt 2 – Investitionsausgaben zur Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplanes

Art. 7 – §1 – Insbesondere für die folgenden gemeindespezifischen oder gemeindeübergreifenden Investitionsausgaben im Bereich der erneuerbaren Energien und der nachhaltigen Mobilität kann ein Zuschuss gewährt werden:

1. Erneuerbare Wärme:
 - a) Plattform zur Trocknung, Lagerung und Verteilung von Biomasse-Brennstoff;
 - b) Wärmepumpe zur Wärme- und Kaltrückgewinnung aus Abwasser;
 - c) Ausrüstungs- und Ausstattungskosten im Rahmen der Hackschnitzelgewinnung
2. Nachhaltige Mobilität:
 - a) Ladesäulen für Elektrofahrzeuge;
 - b) Ladesäulen für Elektrofahrräder;
 - c) Intelligente Beleuchtung für die sanfte Mobilität;
 - d) Fahrradabstellanlagen;
 - e) E-Bike sharing Infrastruktur.

§2 – Im Rahmen von gemeindespezifischen Pilotprojekten tätigt die Gemeinde die Investitionsausgaben ausschließlich:

1. auf den in Artikel 12 des Dekrets zur Infrastruktur vom 18. März 2002 erwähnten Immobilien oder Grundstücken der Gemeinde, einschließlich des privaten Eigentums der Gemeinde, das der Öffentlichkeit zugänglich ist;
2. auf dem Eigentum ihres öffentlichen Sozialhilfezentrums, unter der Voraussetzung, dass letzteres eine entsprechende Einverständniserklärung ausgestellt hat.

Im Rahmen von gemeindeübergreifenden Pilotprojekten tätigen die beteiligten Gemeinden die Investitionsausgaben ausschließlich:

1. auf den in Artikel 12 des Dekrets zur Infrastruktur vom 18. März 2002 erwähnten Immobilien oder Grundstücken der beteiligten Gemeinden, einschließlich des privaten Eigentums der beteiligten Gemeinden, das der Öffentlichkeit zugänglich ist;
2. auf dem Eigentum der öffentlichen Sozialhilfezentren der beteiligten Gemeinden, unter der Voraussetzung, dass letztere eine entsprechende Einverständniserklärung ausgestellt haben.

§3 – Um einen Zuschuss für Investitionsausgaben zur Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplan erhalten zu können, erfüllen die Gemeinden die in Artikel 4 §1, 5 Absatz 1, 6, und 13 des Dekrets vom 18. März 2002 zur Infrastruktur erwähnten Bedingungen.

Um einen Zuschuss für Investitionsausgaben im Bereich der nachhaltigen Mobilität erhalten zu können, müssen die durch die Gemeinden getätigten Investitionsausgaben der Öffentlichkeit zur Verfügung stehen.

Art. 8 – Die Konzeption und Umsetzung der in Artikel 7 §1 erwähnten Investitionsausgaben werden innerhalb einer Frist von zwei Jahren durchgeführt.

Art. 9 – Die Investitionsausgaben werden in Höhe von 80% der annehmbaren Ausgaben bezuschusst.

Die jährlichen Zuschüsse pro Gemeinde betragen:

1. für Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von mindestens 9.000 Einwohnern mindestens 2.500 EUR und höchstens 125.000 EUR;
2. für Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von weniger als 9.000 Einwohnern mindestens 2.500 EUR und höchstens 75.000 EUR.

Allein die genehmigten Kosten, die ab dem 1. Januar 2022 anfallen, sind annehmbar.

Art. 10 – Die in Artikel 9 erwähnten bezuschussten Investitionsausgaben im Rahmen der Pilotprojekte werden gegebenenfalls in Höhe der durch die Umsetzung dieser Pilotprojekte erzielten Einnahmen abgezogen.

Abschnitt 3 – Antragsverfahren

Art. 11 – §1 – Die Gemeinden reichen bis zum 1. Januar bzw. 1. Juni eines jeden Jahres ihre Zuschussanträge anhand eines entsprechenden Formulars bei der Verwaltung ein.

Der Zuschussantrag enthält folgende Informationen:

1. Art und Umfang des Pilotprojektes;
2. Identifizierung der Gemeinde;
3. Kontaktangaben des für das Pilotprojekt Verantwortlichen in der Gemeinde;
4. Kontonummer der Gemeinde;
5. Beschreibung des zu bezuschussenden Pilotprojekts, die unter anderem eine klare Verknüpfung zur Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplan darlegt;
6. Beschreibung des betroffenen Maßnahmenpakets aus dem integrierten Energie- und Klimaplan sowie Beitrag zur Umsetzung des Plans;
7. Kosten- und Finanzierungsplan des Pilotprojekts und Höhe des beantragten Zuschusses;
8. Umsetzungszeitraum;

9. Übersicht der Pilotprojektpartner und, falls das Pilotprojekt individuell für eine Gemeinde ist, die Begründung warum das Pilotprojekt nicht gemeindeübergreifend durchgeführt wird;

10. Beschreibung des Personals, das mit der Umsetzung des Pilotprojekts beauftragt werden soll, falls die Bezuschussung von Personal- und Funktionskosten beantragt wird;

11. Angaben zu den in Artikel 12 §1 aufgelisteten Bewertungskriterien;

12. Bestätigung, dass das Pilotprojekt nicht über andere Förderprogramme auf Ebene der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezuschusst wird;

13. Bestätigung, dass die Gemeinde das Pilotprojekt als Aktion im Tool Klimaschutzplaner eingefügt hat.

Um als vollständig betrachtet zu werden, sind dem Antrag folgende Unterlagen beizufügen:

1. Unterschriebenes Antragsformular;

2. Kosten- und Finanzierungsplan mit einer Übersicht der geschätzten Ausgaben und Einnahmen über den Projektzeitraum;

3. Unterschriebene Bestätigung, dass die in §1 Abschnitt 2 Nummer 12 erwähnte Bedingung erfüllt ist.

In besonders begründeten Fällen kann die Regierung die in Absatz 1 genannte Frist verlängern.

§2 – Die Verwaltung prüft die eingegangenen annehmbaren Zuschussanträge der Gemeinden auf ihre Vollständigkeit, Förderfähigkeit und Förderwürdigkeit und übermittelt sie der Regierung zwecks Genehmigung.

Die Regierung prüft die Genehmigungsanträge und entscheidet über die Bezuschussungen zweimal pro Jahr, einmal im Januar und einmal im Juni.

Innerhalb einer Frist von 90 Tagen nachdem die Regierung ihre Entscheidung bezüglich der Bezuschussung getroffen hat, übermittelt sie den Gemeinden ihre Entscheidung.

§3 – In der Entscheidung der Regierung wird das Startdatum des genehmigten Pilotprojekts festgehalten. Das Pilotprojekt darf erst nach diesem Datum begonnen werden.

Art. 12 – §1 – Die Beurteilung der in Artikel 11 §2 erwähnten Förderwürdigkeit erfolgt über ein Punktesystem, dem folgende Bewertungskriterien zugrunde liegen:

1. Gemeindeübergreifendes Pilotprojekt;

2. adäquate Projektbeschreibung und Realisierbarkeit der Umsetzung;

3. direkter oder indirekter Beitrag zur Reduzierung der CO₂-Emissionen;

4. Langlebigkeit des Pilotprojekts;

5. innovativer Charakter des Pilotprojekts;

6. andere positive Effekte in Hinblick auf die Nachhaltigkeit und sozioökonomische Faktoren;

7. Bürgerbeteiligung.

§2 – Im Falle von konkurrierenden Projekten, die die zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel überschreiten, werden die Projekte mit der höchsten Punktzahl bevorzugt.

Abschnitt 4 – Auszahlung

Unterabschnitt 1 – Personal- und Funktionskosten

Art. 13 – §1 – Spätestens bis zum 31. März des Jahres nach ihrer Tätigkeit reichen die Gemeinden die Abrechnung der Personal- und Verwaltungskosten bei der Verwaltung ein. Um als vollständig betrachtet zu werden, werden der Abrechnung folgende Unterlagen beigefügt:

1. die Aufstellung der annehmbaren Kosten inklusive Rechnungs- und Zahlungsbelege, wobei anhand einer Bescheinigung der Steuerverwaltung Auskunft darüber erstattet wird, ob für die eingereichten Belege die Steuer in Abzug gebracht wurde;
2. die Arbeitsverträge und Lohnauszahlungen der betroffenen Personen.

Zum Zeitpunkt der Abrechnung der Personal- und Verwaltungskosten wird die Berichterstattung zum Pilotprojekt über das Tool Klimaschutzplaner aktualisiert.

In besonders begründeten Fällen kann die Regierung die in Absatz 1 genannte Frist verlängern.

§2 – Die in Artikel 4 §2 Nummer 1 erwähnten Gehaltskosten werden gemäß Artikel 104 §1 des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgezahlt.

Die Höhe der in monatlichen Zwölfteln ausgezahlten Summe wird über den in Artikel 11 §1 Absatz 2 Nummer 7 genannten Kosten- und Finanzierungsplan eingeschätzt und gegebenenfalls aufgrund der in §1 genannten jährlichen Abrechnung korrigiert.

Unterabschnitt 2 - Investitionsausgaben

Art. 14 – §1 – Spätestens bis zum 31. März des Jahres nach ihrer Tätigkeit reichen die Gemeinden die Abrechnung der Investitionsausgaben bei der Verwaltung ein. Um als vollständig betrachtet zu werden, werden der Abrechnung eine Aufstellung der annehmbaren Kosten, inklusive Rechnungs- und Zahlungsbelege, beigefügt, wobei anhand einer Bescheinigung der Steuerverwaltung Auskunft darüber erstattet wird, ob für die eingereichten Belege die Steuer in Abzug gebracht wurde.

Zum Zeitpunkt der Abrechnung der Investitionsangaben wird die Berichterstattung zum Pilotprojekt über das Tool Klimaschutzplaner aktualisiert. Dabei wird insbesondere eine begründete Aufstellung aller Abweichungen von den im Zuschussantrag vermerkten Investitionsausgaben eingereicht.

In besonders begründeten Fällen kann die Regierung die in Absatz 1 genannte Frist verlängern.

Die Gemeinde übermittelt der Verwaltung den Antrag auf Auszahlung zusammen mit den in Absatz 1 erwähnten Dokumenten spätestens am 31. März des Jahres, das auf das Kalenderjahr, das Gegenstand des Zuschusses ist, folgt.

Art. 15 – Die Auszahlung der gewährten Zuschüsse für Investitionsausgaben zur Umsetzung des integrierten Energie- und Klimaplanes erfolgt jährlich im Verhältnis zu den effektiv angefallenen Kosten und auf Grundlage der Belege der Ausgaben.

KAPITEL 3 – KONTROLLE

Art. 16 – Die Kontrolle der aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Zuschüsse erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für

die Haushaltspläne, die Kontrolle der Subventionen und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof gelten den allgemeinen Bestimmungen.

KAPITEL 4 – DATENSCHUTZ

Art. 17 – Die Verwaltung ist für die Verarbeitung der in Artikel 13 §1 Nummer 2 erwähnten personenbezogenen Daten verantwortlich. Sie gilt für die Verarbeitung dieser Daten als Verantwortliche im Sinne von Artikel 4 Nummer 7 der Datenschutz-Grundverordnung.

Die Verwaltung verarbeitet personenbezogene Daten im Hinblick auf die der Gewährung der Zuschüsse, nämlich zur Überprüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den Gewährungsbedingungen, zur Gewährung der Zuschüsse sowie ggf. zur Rückforderung der unberechtigtweise ausgezahlten Zuschüsse.

Die Verwaltung darf die erhobenen Daten nicht zu anderen Zwecken als zur Ausführung ihrer gesetzlichen, dekretalen oder die durch vorliegenden Erlass festgelegten Aufträge verwenden.

Art. 18 – Die von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen erhobenen Daten werden nicht länger gespeichert, als es für die Zwecke ihrer Verarbeitung nötig ist.

Die höchste Speicherfrist überschreitet nicht den 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen alle in der Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen gemäß Artikel 17 fallenden Rechtsansprüche verjähren, und gegebenenfalls die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge erfolgt, sowie die damit verbundenen Verfahren und administrativen bzw. gerichtlichen Beschwerden endgültig enden.

Art. 19 – Der für die Verarbeitung Verantwortliche ergreift die notwendigen fachgerechten Maßnahmen, damit alle personenbezogenen Daten, die sich aus den gesammelten Dokumenten ergeben, sowohl physisch als auch elektronisch, im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses auf sichere Weise gespeichert oder ausgetauscht werden.

KAPITEL 5 – SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 20 – Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Art. 21 – Der für die Energie zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Oliver Paasch
Ministerpräsident

Digital unterschrieben von Oliver
Paasch Ministerpräsident
Datum: 2021.11.18 08:46:04 +01'00'

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS